

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 163 - VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Au 1<sup>er</sup> janvier,  
le gouvernement rembourse aux patrons  
le mini-coup de pouce du SMIC  
de juillet dernier !  
Voici une promesse tenue :  
*not dangerous !*

## AGENDA MILITANT



Couples, adoption, PMA, état-civil...  
*L'Égalité n'attend plus !*

→ **16 décembre**

Paris - Clermont-Ferrand - Toulouse  
[Pour l'égalité maintenant](#)

→ **18 décembre**

International [Pour les droits  
et la dignité des migrant-e-s](#)  
Paris [Éducation populaire, l'avenir d'une utopie](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Écologie**

[N.D. des landes au CG du Morbihan](#),  
Gérard Perron

→ **Féminisme**

Anti-IVG/Nouvel Obs :  
[le fric n'a pas d'odeur ?](#)

→ **Séminaire Communisme**

[Les discussions](#)

→ **Travail**

[Le projet, un concept aliénant](#)

## “Mariage pour tous” et déception pour de bon

La conjonction de l'affaire de Florange et du débat sur la fin des discriminations en matière de mariage est cruelle pour le projet idéologique du Parti socialiste. “Florange” confirme, s’il le fallait encore (remember 1983), qu’au pied du mur de la finance, ce parti ni ne l'affronte, ni ne sait imaginer des alternatives. Malgré un portefeuille à l'économie sociale et solidaire pour le leader bien silencieux de la gauche du PS, pas d'invention de nouveaux outils pour favoriser les modes de propriété sociale. La loi obligeant un industriel qui se désengage d'un site à le revendre en cas de repreneur a été donnée en scalp à Parisot.

On pouvait espérer le voir se rattraper sur des dossiers où il n'a pas les mauvaises excuses de la contrainte extérieure, de la concurrence internationale, etc., les “nouvelles” (depuis les années 60 !) questions : l'écologie ou les discriminations. Même pas. Par exemple, sur le droit au mariage, avant même que les opposants se mobilisent, le gouvernement était revenu sur une partie des promesses du candidat Hollande : ni procréation médicalement assistée, ni statut des beaux-parents.

Ainsi, si l'on pouvait au moins espérer que le PS soit honnêtement social-démocrate, un “bon vieux parti de gauche”, il garde le pire de cette expression. Plus de gauche sur le terrain économique et n'a ni assez de courage ni d'imagination pour le redevenir. Mais il reste un “bon vieux parti de gauche” en ce qu'il n'accorde que peu d'importance aux questions de société, qu'il n'a aucun discours politique sur le sujet. Aucun discours sur la remise en cause des normes du genre, des restes du modèle familial patriarcal, du croisement des dominations – de genre, de race, de classe, liées au handicap, etc. Ce faisant, il laisse un boulevard à des opposants qui présentent, eux, une conception claire de la société. Le PS continue à considérer ces questions comme des “fronts secondaires”, de peu d'importance face au “front principal” que serait la lutte des classes... sauf qu'il ne mène plus la lutte des classes. Le projet idéologique du Parti socialiste apparaît pour ce qu'il est : un couteau sans manche dont on aurait perdu la lame...



● **Stéphane Lavignotte**

St. Lavignotte est militant écologiste, pasteur à la Maison verte Paris 18<sup>e</sup>, président du Christianisme social.

## Penser la révolution : Communisme et gratuité

**Pour la 5<sup>e</sup> édition du cycle “Penser la révolution” (1), les communistes unitaires d’Aubagne ont invité Paul Ariès et Pierre Zarka. Magali Giovannangeli assurait, avec Bernard Calabuig, l’ancrage local de la réflexion et de l’expérience menées sur la gratuite. Voici les notes de cette soirée.**

### Une prise de conscience politique commune est nécessaire



Dans un entretien publié dans *Cerises* (2), le parcours d’Aubagne vers la gratuité des transports publics avait été abordé par les auteurs du livre *Liberté Égalité Gratuité*,

Jean-Louis Sagot-Duvaurox, philosophe et dramaturge, et Magali Giovannangeli, présidente de l’agglo du pays d’Aubagne et de l’Étoile. « *Nous étions motivés par l’envie d’être à contre-courant de l’idéologie dominante. Rendre gratuit les bus, c’était aussi poser la question du vivre ensemble, et plus précisément : du vivre bien ensemble et sur un pied d’égalité* » M. Giovannangeli poursuivait : « *L’idée*

*de mettre en place la gratuité sur notre réseau de transports publics ne s’est pas imposée d’un coup : elle a été le résultat d’une réflexion commune, de débats pas toujours simples et surtout d’une volonté politique qui s’est forgée en partant du réel et de préoccupations récurrentes. Quelle mesure pourrions-nous proposer qui soit suffisamment forte pour répondre à des enjeux tels que celui de la liberté de se déplacer, de faire mieux respirer la ville, avancer l’égalité entre les citoyens ?* ».

Intervenue le 15 novembre, elle insiste sur la possibilité, au moment où l’austérité étend son étouffoir, de résister, de prendre la contre-offensive et de proposer du neuf : « *La période est très dure*

*à supporter pour toutes les couches de la société, mais surtout pour les plus faibles, que l’on soit ouvrier, salarié précaire ou non, chômeur, retraité.* » Et d’évoquer la nécessité d’« *une prise de conscience politique commune de tous les acteurs car tout le monde a embarqué sur le même bateau* », « *il faut voir la société telle qu’elle est et avoir le courage de prendre des mesures emblématiques comme celle prise en 2007* ». Si l’agglo était rattachée à la métropole marseillaise, ce à quoi les élus et la majorité de la population consultée sont hostiles, « *les élus auraient du souci à se faire s’il leur fallait annoncer la fin de la gratuité des transports dans un souci d’harmonisation* » !

---

(1) Quatre séances ont eu lieu : avril 2011 “Mouvement social et institution quels nouveaux rapports ?”, septembre 2011 “École et Émancipation”, septembre 2012, “Les enjeux de la métropolisation”, novembre 2012 “Communisme et gratuité”, la prochaine aura lieu en février 2013 sur “Communisme et liberté”.

(2) *Cerises* n° 155, 12 octobre 2012. Voir [www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)

## La stratégie éco-communiste de la gratuité



**Le Socialisme gourmand**  
La Découverte, 224 p., 15 €



**Paul Ariès est**  
directeur de  
*la Vie est à nous/*  
*Le sarkophage*

### La construction de communs

La question de la gratuité des services publics (locaux, nationaux) divise le front de gauche. C'est une des questions non résolues comme celle du nucléaire. Elle focalise même beaucoup de tensions et

de passions, signes que la question est d'importance. J'aborderai cette question en communiste adepte d'un socialisme gourmand. J'ai longtemps été eurocommuniste (avant d'être exclu du PCF au moment du mouvement Union dans les Luttes), je suis aujourd'hui un éco-communiste (sans carte). La gratuité reste le tabou majeur du système, son interdit structurel... C'est donc de là qu'il faut partir pour le comprendre et essayer de le transformer. Je n'ai pas le fétichisme du vocabulaire, même si je sais que les mots sont importants : si vous n'aimez pas la gratuité, parlons de liberté d'accès aux services publics. La gratuité, ce n'est pas tout le programme, c'est simplement l'ancrage d'un nouveau projet.

J'en profite pour dire que je ne crois plus au programme ficelé de A à Z... Je ne crois plus dans la possibilité d'une totalisation ni a priori ni même a posteriori. Comme le disait Antonio Machado, le chemin se fait en marchant... Dire cela, c'est en finir avec une conception verticale de la politique, avec l'idée d'un quelconque grand soir, avec nos organisations conçues comme des avant-gardes. Parler de gratuité en communiste, c'est envisager au-delà de l'amélioration du sort des gens de peu la construction de communs, le plein épanouissement des individus. Parler de gratuité aujourd'hui c'est tirer toutes les conséquences du fait que faire de la politique du point de

vue des dominés et des exploités, ce n'est pas donner d'autres réponses aux questions dominantes (celles des dominants) mais inventer d'autres questions. Si j'ai la gratuité au cœur de la réflexion et de mon action, c'est parce que je suis convaincu que la grande question est celle du désir, de notre capacité d'opposer le grand désir de vie aux envies. Gilles Deleuze disait avec raison que seul le désir est révolutionnaire.

### La gratuité, stratégie politique

La gratuité comme stratégie politique, et pas simplement comme politique d'une gauche de la plus grosse louche, repose sur un élargissement de notre critique habituelle du capitalisme/productivisme. Le capitalisme, c'est en effet trois choses : un système économique diablement ef-

**Faire de la politique  
du point de vue  
des dominés et des  
exploités, ce n'est  
pas donner d'autres  
réponses aux questions  
dominantes (celles  
des dominants) mais  
inventer d'autres  
questions.**

ficace qui repose sur l'exploitation du travail et le pillage de la planète ; l'imposition de modes de vie spécifiques et de produits particuliers, une réponse à nos angoisses existentielles (peur de mourir, sentiment de finitude). La réponse capitaliste, c'est le toujours plus, de richesses économiques, de domination.

La gauche s'est trop économisée au 20<sup>ème</sup> siècle au double sens du terme. Elle a accordé une place trop impor-

tante à l'économie et aux économistes. Combien de poètes par exemple au sein du Conseil scientifique d'ATTAC ? La gauche s'est économisée aussi en choisissant volontairement de casser le mouvement coopératif, le syndicalisme à bases multiples, le communisme ou le socialisme municipal. Nous avons fait ce choix convaincus que la grande question était celle de la conquête du pouvoir.

Les tragédies du stalinisme et les échecs de la social-démocratie nous ont prouvé au 20<sup>ème</sup> siècle que le grand problème de la gauche, ce n'est pas tant la conquête du pouvoir, ni même simplement la question de son partage, mais d'apprendre à s'en défaire, en tenant à la fois les deux bouts de la critique, celle du fétichisme de la marchandise et celle du fétichisme de l'État (républicain). Je suis convaincu que les gens sont moins bêtes que désespérés, moins manipulés qu'angoissés... Qu'est-ce que la gauche (notamment communiste) fait pour résoudre ce désespoir et combler cette angoisse ? Le stalinisme, ce fut aussi le choix de ne pas mener la lutte des classes dans le domaine de la consommation, ce fut le choix de considérer qu'il fallait généraliser le style de vie capitaliste.

Être communiste, c'est considérer que le bon combat, c'est de défendre et étendre la sphère de la gratuité. Non pas parce que la gratuité serait tout le projet mais parce qu'elle permet d'imaginer d'autres politiques, d'autres façons de faire de la politique, bref de dévider autrement la pelote. La gratuité dont je parle est bien sûr une gratuité construite : économiquement construite (ce qui permet de dédramatiser la question de l'impôt), culturellement construite (de la même façon qu'il n'y a pas de société marchande sans culture marchande, il n'y aura pas de société de la gratuité sans culture de la gratuité), socialement ●●●

●●● construite (quel sujet historique pour porter ce mouvement ?), politiquement construite. J'aime ainsi ces maires qui interpellent la population et disent : compte tenu des moyens qui sont les nôtres, préférez-vous la gratuité du stationnement pour les voitures ou la gratuité de l'eau vitale, des transports en commun urbains, des services culturels, de la restauration scolaire, du ramassage et de la collecte des ordures ménagères, des services funéraires, etc. Notre Forum national sur la gratuité des services publics co-organisé avec la

communauté d'agglomération Les lacs de l'Essonne nous a permis d'établir un constat au regard de la richesse des expérimentations. De la même façon que Jean-François Lyotard parle de paroles en souffrances (qui sont prononcées mais que plus personne n'entend faute d'avoir encore l'oreille entraînée à cela), il existe une alternative en souffrance, un éco-communisme en souffrance, mais nous ne le voyons pas. La grande force du système, c'est de rendre les milieux populaires et les alternatives invisibles. Le programme de Rimbaud reste valable au 21<sup>ème</sup> siècle : nous devons redevenir des voyants, nous devons rendre visible l'invisible, une gauche qui n'organise pas la visibilité des alternatives est une gauche en échec... Je fais le rêve que le Front de gauche crée une agence nationale de la gratuité des services publics locaux...

### Une gratuité d'émancipation

Le second constat de vingt ans de lutte (théorique mais aussi pratico-pratique) pour la gratuité, c'est qu'il n'y a pas de priorité, c'est affaire de désir, de traditions et situations locales, de rapports de force... Ce qui est certain,

en revanche, c'est que la gratuité, c'est bon socialement, écologiquement, politiquement, anthropologiquement, c'est notre réponse à l'urgence de la situation, à la crise systémique, c'est ce qui doit permettre de commencer à déséconomiser la société et nos vies, c'est

ce qui peut permettre de construire dès maintenant des petits bouts d'une autre société, c'est rendre désirable et matériellement possible la généralisation du principe de sécurité sociale. La gratuité est aussi bonne pédagogiquement, car elle nous oblige à faire des choix (tout ne peut être gratuit), donc à différencier selon les types de besoins, à distinguer et à opposer les usages. J'insiste : je ne crois plus à la thèse des vrais et des faux besoins, chère à la vulgate marxiste.

Tous les besoins sont vrais (celui de dominer comme celui de partager) mais ils n'ont pas tous à être satisfaits. Le seul critère est politique, ce que les gens choisiront de rendre gratuit, de renchérir ou d'interdire. La stratégie de la gratuité est aussi une bonne façon de donner

du grain à moudre à la démocratie participative entendue comme une démocratie qui ne repose pas, comme la démocratie délégataire, sur l'interpellation des citoyens abstraits, des individus nus, mais des personnes en situation

(comités de quartier, conseils municipaux de la jeunesse, conseil des anciens, comités d'usagers, etc). Le paradigme que je propose (gratuité du bon usage, renchérissement du mésusage) ne repose donc pas sur une définition scientifique et encore moins moraliste, mais sur une définition politique.

Poser la question de la gratuité, c'est aussi permettre de réconcilier deux gauches, celle du salaire socialisé et celle du revenu garanti inconditionnel (revenu citoyen, dotation individuelle d'autonomie, etc). Je suis partisan d'un revenu social au maximum démonétarisé, c'est-à-dire alloué sous la forme de droits de tirage sur les services publics et les biens communs (eau, électricité, logement, alimentation, etc.). Je suis toujours horrifié d'entendre des dirigeants et militants des gauches s'opposer à la gratuité des transports en commun urbains, sous prétexte que ceux qui peuvent payer... doivent payer, car si on accepte cette argutie pour les transports

pourquoi ne pas l'admettre pour l'école ou la santé... J'oppose en tant qu'objecteur de croissance amoureux du "Bien vivre", en tant qu'éco-communiste deux types de gratuité : tout d'abord une gratuité d'accompagnement du système, une gratuité pour ceux qui sont tom-

bés, cette gratuité là ne va jamais sans condescendance (est-ce que vous êtes un pauvre méritant ?), elle ne va jamais sans flicage (est-ce que vous êtes un vrai demandeur d'emploi ou un faînéant ?) ; d'autre part une gratuité ●●●

**La gratuité dont je parle est une gratuité construite : économiquement, culturellement, socialement, politiquement**

**La gratuité, c'est notre réponse à l'urgence de la situation, à la crise systémique, qui peut permettre de construire dès maintenant des petits bouts d'une autre société, c'est rendre désirable et matériellement possible la généralisation du principe de sécurité sociale.**

●●● d'émancipation, ce qui est beau avec l'école publique c'est qu'on ne demande pas aux enfants s'ils sont gosses de riches ou de pauvres, c'est qu'ils sont admis en tant qu'enfants, pourquoi ce qui est vrai pour l'école publique ne devrait-il pas l'être pour les trois autres grands piliers qui permettent d'exister, le logement, la santé, l'alimentation ? Mon combat pour la gratuité est enfin et surtout fondé sur une bonne nouvelle pour les exploités/dominés : la planète est déjà bien assez riche pour permettre à 7 milliards

d'humains de vivre dignement. L'ONU estime qu'il suffirait de mobiliser durant 25 ans 40 milliards de dollars pour régler le problème de la faim dans le monde, il suffirait aussi de mobiliser 70 milliards pour régler la grande pauvreté... On ne trouve pas ces 40 ou 70 milliards, mais le budget de l'armement est de 1 400 milliards de dollars, le budget publicitaire de plus de 700 milliards de dollars, le PIC (produit international criminel) dépasse 1 000 milliards de dollars soit 10 à 15 % du PIB mondial (à comparer au 1 % de l'aide au développe-

ment). Les gaspillages alimentaires nord-américains atteignent 100 milliards de dollars. L'excès de consommation des seules personnes obèses représente 20 milliards de dollars par an. On le constate : ce n'est pas un problème de moyens, ce n'est pas un problème de croissance, si un milliard d'humains crèvent de faim, ce n'est pas un problème de manque... parler de gratuité aujourd'hui, c'est dénoncer ce scandale politique, c'est aussi permettre de passer des passions tristes (qui finissent par nous assommer) à des passions joyeuses...

## La gratuité n'existe pas

### Préliminaires

Pierre Zarka précise en amont les outils avec lesquels il va aborder la gratuité (3).



Pierre Zarka est intervenu en tant qu'animateur de l'OMOS

Il part d'abord de deux définitions du communisme : d'une part l'une de celles données par Marx, « le mouvement des individus associés qui leur permet de prendre possession d'eux-mêmes, c'est-à-dire de leur

sort ». D'autre part, celle des tisserands anglais en grève en 1331 qui, disqualifiés par les aristocrates comme « gens du commun », ont dénommé leur action « mouvement des gens du commun, c'est-à-dire communisme » : une origine intéressante, « car elle ne renvoie pas à une institution, une société déjà pensée, mais à un mouvement du peuple ».

Il conviendrait donc de tout repenser en termes de mouvement, de tension entre manque et aspiration, de désir (4). « Il n'y a de mouvement collectif que sous l'effet d'une tension sans cesse renouvelée vers quelque chose toujours visé et jamais atteint ». À l'inverse, tout ce qui prétend combler le manque étouffe le désir. Ainsi le programme électoral, « en dissociant ceux qui l'écrivent et ceux qui ne feront que le lire, réduit de fait les citoyens à un rôle de consommateurs. Il est par essence délégataire puisqu'il annonce ce que vont construire d'autres que soi-même. Même élaboré en public, le programme garderait sa dangerosité. Des mesures ô combien nécessaires mais dissociées entre elles ne dessinent aucune cohérence. Le souci d'être concret et exhaustif porté à l'excès se substitue à la remise en cause globale du système actuel. S'il n'y a pas un au-delà du capitalisme, il n'y a pas de sens, il n'y a pas de vision de la société. Être



Edition Syllepse,  
5<sup>e</sup> titre de la collection  
Observatoire  
des mouvements  
de la société 112 p., 7 €

devant un espace laissé vacant pousse à sortir de soi, à dépasser le périmètre de ses pratiques quotidiennes pour se situer dans un ensemble immense et complexe qui s'appelle la société. »

« Dès lors, nous devons considérer qu'il y a, même parmi celles et ceux qui cherchent à changer la société, deux sortes d'idées. Celles qui se suffisent à elles-mêmes et n'appellent aucune suite, aucun raisonnement. On ne peut faire vivre la portée d'idées qu'en considérant qu'elles entraînent d'autres. C'est ici qu'un travail théorique participe des luttes sociales. »

À partir de ces préliminaires, Pierre Zarka va « tenter d'aborder les liens entre gratuité et communisme » : ●●●

(3) Compte-rendu de Nanie Bellan, textes de Paul Ariès et Pierre Zarka (intégral) sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique Communisme/Débat général

(4) Voir *Désir individuel et conscience collective*, Syllepse, Collection Omos, <http://www.syllepse.net/>

### ●●● Marchandisation ou rôle social ?

Je partirai d'une idée chère aux détracteurs de la gratuité : "la gratuité n'existe pas". Le paradoxe de cette assertion est qu'elle peut être retournée contre les logiques de marchandisation et plaider pour un système qui repose sur la socialisation des biens. La force d'un concept est dans sa capacité à en entraîner d'autres à sa suite. C'est parce que la gratuité proprement dite n'existe pas que le concept est comme un fil qui dépasse d'un pull de laine qui se détricote, si on tire dessus, tout vient.

Pour moi, le grand intérêt de l'idée de gratuité est qu'elle nous tourne vers la valeur d'usage et nous dégage de la loi du marché. Dès lors, c'est la fonction même des activités professionnelles qui est posée dans d'autres termes. Ou si l'on préfère, leur finalité. Si je prends l'exemple des transports en commun d'Aubagne, la fonction d'un conducteur de bus se limite-t-elle à transporter des usagers ou est-elle de favoriser de la socialité ? L'expérience d'Aubagne semble bien répondre nettement. (...)

Cela nous fait entrer de plain-pied dans la différence entre marchandisation et rôle social. La rareté et le caractère épars des expériences de gratuité masquent une dimension que seule une plus large généralisation pourrait faire apparaître. La société ne vit que par des échanges réciproques de services rendus les uns et aux autres. Même s'ils ne se connaissent pas, le chauffeur de bus d'Aubagne, le producteur de téléphone, l'enseignant qui prend le bus, des ouvriers ne cessent de se rendre mutuellement la vie possible. On ne vend plus sa force de travail, on l'échange avec celle des autres. C'est le vrai contrat social. Il n'est pas passé avec une autorité nous surplombant et médiatisant les rapports sociaux mais il est passé avec soi-même et les autres soi-mêmes. Débarrassé de ses aspects marchands, l'échange de services entre soi et la société change la place des individus dans cette société : ils en deviennent co-responsables.

Si la gratuité pose la question que la valeur soit celle de l'usage, elle suppose des rapports sociaux fondés sur la coopération, et l'échange mutuel. Si je suis dans une logique d'échange réciproque des efforts et des savoirs, ce n'est pas en tant qu'utilisateur direct que je suis concerné par le fait qu'une part de mes impôts va à l'école alors que mon plus jeune fils à plus de trente ans. Tout simplement parce que je suis tributaire de ce que devient la société, et l'école est un moyen qu'elle ne se reproduise pas à l'identique. Cela va au-delà de la solidarité au sens où on l'entend habituellement, sens qui frôle parfois la charité. Non, il s'agit d'interdépendance et de mutualisation.

**Si la gratuité  
pose la question  
que la valeur soit celle  
de l'usage,  
elle suppose  
des rapports sociaux  
fondés sur  
la coopération,  
et l'échange mutuel.**

Et si ce qui est de l'ordre de la valeur d'usage est un facteur de socialisation, cela suppose qu'il y a des objets de consommation qui ne sont pas facteurs de socialisation, ce qui conduit à revoir la notion de besoin ou comme le dit Paul Ariès, s'il y a usage, il peut y avoir du mésusage. Et nous touchons à l'écologie à partir de la société. Je suis ainsi revenu à la rencontre de la notion de "travailleurs associés" chez Marx.

### Salariat et travail social

Cette dernière notion (travailleurs associés) me conduit à la retraite, la précarité, les indemnités chômage et les salaires. Ces questions gagneraient à être singulièrement revues à la lumière de la "gratuité", surtout si l'on assume pleinement qu'elle a un coût, qu'elle n'est

que gratuité d'accès. Qui alors paie ? Et qu'est-ce qu'on paie ?

Que devient le salaire ? Aujourd'hui, il est considéré comme recouvrant les heures passées dans l'entreprise et la retraite comme du "salaire différé". Ce n'est déjà pas tout à fait conforme à la réalité. Les démarches managériales mettent elles-mêmes en lumière que le travail n'est pas dissociable des autres pratiques sociales. Le travail social n'est donc pas la somme des travaux individuels mais le fait que toutes les pratiques sociales se cristallisent dans le moment qu'on a l'habitude d'appeler "travail". Dans ce cas, le salaire dépasse l'espace recouvert par le temps passé dans l'entreprise. Il recouvre le temps passé à vivre dans la société. Temps contribuant à la production ou à la reproduction de société. C'est d'ailleurs déjà le cas avec les congés maternité, les congés payés qui se limitent rarement à du simple repos, ou des heures syndicales payées. Ce sont autant de brèches ouvertes dans le salariat. Comme je l'évoquais à propos de la Sécurité sociale, on ne peut que réfléchir au manque à gagner que représente le fait de réduire leur portée révolutionnaire à de simples "acquis sociaux".

Le caractère social du travail est donc de la coopération entre pans entiers de la société, la mutualisation des efforts et des intelligences pour vivre en société. De ce fait, les revenus ne sont plus fonction de l'échange avec le temps passé dans l'entreprise mais la couverture de l'ensemble des pratiques sociales. Or, à part la guerre et la spéculation, j'oublie peut-être quelque chose, rares sont les activités qui ne profitent pas à la société. La richesse n'est pas la valeur monétaire mais ce qui fait avancer la société et nous revenons à la valeur d'usage. Le dépassement du salariat est donc à l'ordre du jour. Il l'est tellement que c'est cela que le capital transforme en précarité : il se débarrasse des moments d'immersion dans la société alors qu'il exploite ce que les individus tirent de ces moments. Je pense que nous devrions explorer ●●●

●●● avantage la différence entre “cotisations” et “impôts”, à mes yeux, elle est essentiellement idéologique. Alors que l'impôt porte en lui le fait de subir une décision extérieure, la cotisation renvoie à une communauté qui s'épaule. Ce n'est pas pour rien que le patronat ne parle jamais de cotisations mais de charges.

On mesure donc que le principe de gratuité, paradoxalement en prenant en compte quelle est un coût, en interrogeant la nature de son financement, peut vite entraîner une autre approche du rapport salarial, une autre approche du travail lui-même et une autre définition de la richesse.

**Un communisme “à usage immédiat”**  
Je comprends que l'on veuille éviter toute tentation de “grand soir”, mais l'on ne corrige pas un défaut par un défaut inverse : le refus du dogmatisme n'implique ni d'espérer que la simple addition d'éléments subversifs ni que les faire apparaître comme allant de soi pourrait changer la société et son fonctionnement. Attention à une pensée à la Frankenstein : assembler des bras, et des jambes à un torse, y ajouter une tête n'a pas fait un être humain.

On pense souvent que l'anticapitalisme se situe à un niveau tel qu'il peut être difficilement partagé par un grand nombre. Parfois cela peut conduire à tenter de contourner la notion de système par petits bouts. Or je ne pense pas que l'addition des éléments permette d'aborder l'ensemble. Quand on écoute (...) ce qui s'exprime à travers des pratiques diverses, on s'aperçoit que les possibles sont peut-être plus importants que ce que la vie politique laisse entrevoir. Des actes souvent qualifiés de délictueux comme la resquille dans le métro, le piratage sur Internet, la copie de documents ne

devraient-ils pas être perçus comme un souhait d'une normalisation de la libre circulation dans les zones urbaines ou de l'accès à la culture ? Nous ne sommes donc pas dans la stratosphère en parlant d'un communisme qui peut se nouer en répondant à ces aspirations ; il s'agit d'un communisme “à usage immédiat”.

Ces aspirations, tant qu'elles sont appuyées sur un raisonnement clair et pouvant être discuté et partagé, représentent un carrefour pour la conscience politique. Abandonnées à la spontanéité, elles restent du ressort de l'astuce et du contournement, elles sont ainsi récupérables par le capital qui a la souplesse de les absorber tant qu'elles ne sont pas liées à une critique du système actuel. Mais les mêmes comportements peuvent être autant de points de départ d'une action transformatrice. La gratuité peut ainsi devenir un levier de prise de conscience qui commence à modifier la culture politique ambiante.

Mais cela suppose que les acteurs de la gratuité et les bénéficiaires soient interpellés sur la portée révolutionnaire de ce principe. L'écrasante majorité des assurés sociaux ne font pas la relation entre la Sécu et ce principe communiste: “de chacun, selon ses moyens à chacun selon ses besoins”. Dès lors, cette absence de prise de conscience fait perdre au phénomène sa portée révolutionnaire. À la différence de Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, on ne fait pas la révolution sans le savoir.

Or, aujourd'hui, des obstacles se lèvent. Lorsque ce que l'on appelle “le mouvement ouvrier” était fort, il reposait néanmoins sur des “croyances” qui étaient autant d'obstacles. Même lorsqu'on condamnait son égoïsme et l'exploitation, le capitalisme bénéficiait d'une certaine confiance : il “donnait” du travail, il “assurait” un certain progrès même s'il fallait se battre pour obtenir une part, il “développait” l'économie, il protégeait comme un père. Cette confiance disparaît. J'ai été frappé par une pub télévisée faite par une banque. Des cadres de la banque parlent. La première intervention commence par “je ne suis pas un escroc”. Voilà qui en dit long sur l'état d'esprit que la banque attribue aux clients à conquérir. De même si l'érosion de la confiance envers l'État qui serait le “bon arbitre” ou la confiance envers les leaders, que ce soient des hommes ou des partis, se traduit pour l'instant par du désarroi, cette érosion porte en elle la

levée d'obstacles qui ont coûté sur toute la planète ces mêmes désillusions.

Tout l'intérêt de l'expérimentation d'Aubagne est qu'il s'agit du passage d'une idée à une réalisation et l'expérimentation projetée dans l'avenir en faisant reculer les frontières du pensable. A condition toutefois de ne pas laisser cet

idée dans le flou comme si elle n'était que du “non-paiement” et de tirer tout le fil de ce que cela implique.

## **Déarrassé de ses aspects marchands, l'échange de services entre soi et la société change la place des individus dans cette société : ils en deviennent co-responsables.**

## **Tout l'intérêt de l'expérimentation d'Aubagne est qu'il s'agit du passage d'une idée à une réalisation et l'expérimentation projetée dans l'avenir en faisant reculer les frontières du pensable.**

● Dossier établi par **Nanie Bellan, Bernard Calabuig, Michèle Kiintz**



# Enjeu anthropologique : La lutte paie !

**D**ix décembre 2012, le tribunal administratif de Basse-Terre en Guadeloupe annule les dérogations préfectorales des 13/07 et 15/10 à l'interdiction de l'épandage aérien des bananes. Associations, militants écologistes, Lyannaj kont pwofitasyon (LKP) ont gagné.

Déboutés les "Producteurs de Guadeloupe", résolus à continuer la pluie de fongicides sur les bananeraies, forts de l'argument qui tue : sauver la filière « *qui emploie 700 planteurs et des milliers de personnes en Guadeloupe et en Martinique, plus de 50 % d'emplois permanents dans l'agriculture* ».

Ils ajoutaient, menaçants : « *Si une nouvelle dérogation n'est pas possible [...], nous arrêterons la banane. Et vous assisterez aux Antilles à un drame social du niveau de ce qu'on voit chez PSA en France métropolitaine.* »



### Le chantage à l'emploi n'a pas pris !

La Guadeloupe n'a pas marché. Le syndicaliste Elie Domotat dans la lettre du LKP (juin 2012) au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, s'insurgeait de l' « *autorisation accordée pour poursuivre l'empoisonnement de notre terre, de nos êtres, de nos vies* ». Il concluait : « *Il est plus que temps de repenser notre modèle de développement agricole pour produire et nourrir les Guadeloupéens en quantité, en qualité et préserver notre santé et notre environnement.* »

En la matière, le peuple guadeloupéen sait. E. Domota, bataillant un an auparavant contre les dérogations toujours accordées, communiquait à la presse : « *Ces pratiques dérogatoires nous rappellent étrangement l'empoisonnement au chlordécone. En effet, pour préserver les intérêts financiers des pwofitan, l'État français n'hésita pas à accorder pendant 20 ans toutes les autorisations et dérogations nécessaires pour nous empoisonner* ».

1993. Après 20 ans d'épandage, le chlordécone, pesticide du bananier, est interdit. Mais son utilisation massive, sa persistance dans l'environnement ont durable-

ment pollué les sols, contaminé la population et son alimentation. Le chlordécone est aujourd'hui déclaré perturbateur endocrinien, neurotoxique et classé cancérigène possible pour l'homme par l'OMS.

### Effets négatifs sur le développement cognitif et moteur des bébés

Au mois de septembre dernier paraissaient les résultats d'une étude menée par des chercheurs de l'Inserm et leurs collègues québécois, belges et américains sur les effets d'une exposition précoce.

L'exposition prénatale au chlordécone est liée de manière significative à une réduction du score de préférence visuelle pour la nouveauté (1) ainsi qu'à un faible score sur l'échelle de développement de la motricité fine (2).

L'exposition postnatale, estimée par la consommation de denrées alimentaires contaminées,

est associée à une réduction de la vitesse d'acquisition de la mémoire visuelle et à une réduction de la préférence visuelle pour la nouveauté.

Ces observations sont à rapprocher de particularités déjà décrites chez des adultes exposés dans leur travail : appauvrissement de la mémoire à court terme et présence de tremblements d'intention.

Les chercheurs s'interrogent : ces associations chez les nourrissons à l'âge de 7 mois, sont-elles prédictives de troubles permanents à un âge plus avancé ?

Les hommes et leur descendance !

Encarté ou non, associatif ou syndicaliste, personne n'est en trop dans ce combat anthropologique.

### ● Catherine Destom Bottin

(1) Tendance du jeune enfant à regarder plus longtemps un nouvel objet qu'un objet vu précédemment et devenu familier.

(2) À 7 mois, préhension des objets entre doigts et paume (capacité d'emploi de petits muscles en vue de mouvements précis pour atteindre, agripper, manipuler de petits objets).



# Τυροπιτάκια

## Un billet pour l'Australie

En Grèce, les fêtes de fin d'année commencent le 6 décembre avec la Saint-Nicolas, patron des enfants. Elles culmineront le 1er janvier, jour où on se souhaite longue vie et où les enfants reçoivent des cadeaux.

Cette année, les fêtes ont un goût amer. Les syndicats viennent de révéler qu'un Grec sur deux gagne moins de 400 euros par mois, en deçà du seuil de pauvreté. Le chômage a atteint 26 % de la population active et un tiers des moins de trente ans.

Au café, les anciens racontent les jours de pauvreté des années 40 et 50, leur débrouillardise des temps de misère, les mandarines du Jour de l'an.

Pour détendre l'atmosphère, Yannis lance à la cantonade : « *Je vais envoyer ma fille et mon gendre en Australie. Qui veut bien m'avancer l'argent des billets ? Je lui rembourse dès que l'Allemagne m'a rendu mes drachmes !* »

« *Pourquoi des drachmes ?* », lance le cafetier.

« *Mieux vaut être pauvre en drachmes qu'esclave en euros !* », rétorque Yannis.



● Gilles Boitte

# Bienenstich

## Subir les "compromis" ou socialiser ?

Dans les années 80, j'ai connu de jeunes chercheurs de RDA qui, passés à l'Ouest, partageaient un poste et bien sûr le salaire. La liberté, ça se paie ! Après la "chute du Mur", une collègue enseignante dans le Brandebourg, un Land de l'ex Allemagne de l'Est, nous a parlé des personnels de son lycée qui, pour conserver des emplois, avaient "travaillé moins" et... "gagnaient moins" alors qu'à l'Est, les prix grimpaient.

Depuis, Est ou Ouest, le temps partiel sévit. Il y a peu, un petit patron de PME en parlait comme d'une nécessité pour ne pas mettre la clef sous la porte. Dans de grandes entreprises, il s'agit surtout d'assurer les dividendes des actionnaires.

Quand Opel annonce qu'il ne produira plus de voitures à Bochum (3 600 emplois, 40 000 par ricochet dans la région) mais "s'efforcera" de préserver des emplois. Les travailleurs n'y croient pas, le chef du CE national affirme que c'est « *le résultat de dizaines d'années d'erreurs de gestion et d'un manque de continuité dans la politique de l'entreprise* ». Mais un syndicat comme IG Metall réclame ce recours au temps partiel.

La peur du chômage, de la précarité amène à accepter ces compromis à sens unique. Jusqu'à quand ?



● Michèle Kiintz

## Vous nous avez signalé...

Merci à celles et ceux qui nous informent d'une initiative, un livre, une expo.

Place aujourd'hui au théâtre dans tous ses états !

### À la Cartoucherie de Vincennes



Le **Théâtre de l'épée de bois** accueille jusqu'au 23 décembre **Est/Ouest, procès d'intention**, à partir « *du témoignage d'une des comédiennes qui a vécu de 1962 à 1989 à Berlin-Est. Elle revient sur ce passé, et sur sa vie actuelle, sur la réalité de la liberté de part et d'autre du Mur.* » Cirque,

agit-prop, cabaret, un spectacle qui bouscule les idées reçues et ne laisse pas le spectateur passif sur son fauteuil. À voir aussi en 2013 le 8 février à La Pléiade, à La Riche (37), et en tournée principalement en festival de rue, ou militant. Pour découvrir les lieux : [www.epeedebois.com](http://www.epeedebois.com), et l'ambiance : <http://www.youtube.com/watch?v=4qdEAW0RSP4&feature=youtu.be>

### Du côté de Strasbourg



Créé en 1983, le **théâtre du Potimarron** est un « *lieu de formation et de créations théâtrales qui réunit des professionnels et des amateurs. Il est dirigé par Jean-Michel Sicard, comédien et metteur en scène professionnel, formé à l'école de Jean Vilar et*

*d'un théâtre service public.* » Il vous invite à rejoindre **Itinéraires aux marges citoyennes**, Théâtre Forum des habitants 2013.

**1<sup>ère</sup> rencontre** le 15 janvier 2013 à 19 heures

**1<sup>er</sup> Week-end de formation / Création** les 18-19 et 20 janvier au local du Potimarron

... **puis tout un parcours à travers différents territoires et un grand spectacle à l'automne au Palais des Fêtes.** Plus sur [www.theatrepotimarron.com](http://www.theatrepotimarron.com)

### Et près de Grenoble



**Vox international Théâtre** est un outil de créations de spectacles, « *ouvertes à un public de tous horizons, de toutes cultures et de tous âges, en salle ou dans la rue. Théâtre, chant et musiques se mêlent de mille façons pour parler du monde, de notre*

*monde, celui qui nous révolte, celui pour lequel on espère et que l'on tente de construire ensemble... dans le rire et l'émotion* ». Mêlant chant solo, chœur, parole, inspiré de Didier Daeninckx, ou sur la gestion ouvrière, les migrants, l'utopie de la Commune de Paris. Implanté à Saint-Martin d'Hères, mais aussi en tournée avec un tour de chant de Guillaume Paul, des chansons populaires d'aujourd'hui et d'ailleurs, comme celle d'un des lecteurs de *Cerises*, originaire du Chili. Voir sur <http://www.voxinternationaltheatre.fr>

● Michèle Kiintz

**L'image de la semaine****Manifestons pour les droits et l'émancipation de tou-te-s !**

(Affiche éditée par sos-homophobie pendant la campagne présidentielle)

● **À Istanbul** Pinar Selek, sociologue turque, en exil après avoir été arrêtée, torturée, fait l'objet d'un nouveau procès depuis le 13 décembre, après plusieurs jugements et acquittements sans cesse remis en question. C'est une femme, une militante, que la "justice" et les dirigeants de son pays d'origine veulent détruire.

Ce sont celles et ceux qui s'investissent dans leurs activités professionnelles, sociales, militantes pour l'émancipation et les droits de chacun-e qui sont visés. Le 13 décembre, un nouveau procès était ouvert. Soyons avec elle, avec eux ! Plus sur [www.pinarselek.fr](http://www.pinarselek.fr)

● **Les nouveaux chiens de garde**



En DVD, pour qui ne l'a pas vu ou souhaite le revoir, une commande auprès des organisations comme [Acrimed](http://www.acrimed.org) (Action critique médias), qui compte parmi les porteurs de ce film, est un geste politique, nous écrit un lecteur de *Cerises*, membre du CA d'Acrimed.

formulaire de commande en ligne classique sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique À lire, à voir

● **Un Regards tout neuf !**



L'édition trimestrielle est en kiosque. « Un nouveau support de 150 pages qui prend le temps d'approfondir un sujet de société, mais aussi de grands entretiens, de longs reportages et de nouvelles rubriques décalées et parfois ludiques. » Au sommaire, entre autre :

- Gauche & Islam, haute tension : Le dossier pour sortir du conflit
- Rokhaya Diallo : Douce France
- Montebourg est-il compétitif ? Portrait du héraut de la démondialisation
- Faut-il fermer les prisons ? Enquête sur une question taboue
- Microcrédit : Reportage au Maroc sur des femmes en lutte contre une arnaque
- Familles, je vous haime : Dîner-débat avec Marie-Hélène Bourcier et François de Singly
- Marseille 2013 : Focus sur la capitale européenne de la culture
- Clémentine Autain : Comment la littérature dit le viol

Plus sur [regards.fr](http://regards.fr)

COMMANDEZ le en envoyant un mail à [comptabilite@regards.fr](mailto:comptabilite@regards.fr) : 9 € + frais de port 3,25 € pour la France

**Cerises**  
publication de l'Association des communistes unitaires.  
- Noyau -  
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka, Zaz.  
[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)  
Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)